Les artisans du développement

MICHEL FROMONT

Photos : BIT

Ali, garagiste au village de Say, au Niger, reçoit des conseils de gestion dans le cadre d'un projet du Bureau international du travail.

Issifou est assis à même le sol, sous le grand arbre qui ombrage la cour familiale, à deux pas de ses soeurs qui décortiquent le mil au pilon. Dispersés autour de lui, quelques outils de sa fabrication : marteau, cisailles, pinces, petite enclume ronde fichée dans le sol, épaisse lame d'acier qui a dû être un ressort de camion. . . Et la matière première de son ouvrage : des bidons de tôle vides.

En moins de deux heures, jouant alternativement des cisailles, du marteau et des pinces, il aura façonné et assemblé un arrosoir auquel il ne manquera plus qu'un ou deux points de soudure pour être vendu à un paysan du village. Le prix de cet objet, indispensable à la réussite des cultures maraîchères pratiquées en saison sèche : 2 500 francs CFA, soit environ 8 fois moins cher que le même arrosoir acheté dans la capitale Niamey, distante de 400 kilomètres.

Nous sommes à Dogondoutchi, gros bourg du Sud du Niger, l'un des quatre pôles de rayonnement d'un projet de formation et d'appui aux entreprises artisanales mis en oeuvre depuis novembre 1985 par le Bureau international du travail (BIT) avec le concours financier de l'Agence américaine pour le développement international (US AID).

Dans cette région agricole, traditionnel grenier à mil, les sécheresses successives, notamment celle de 1983-84, ont été très durement ressenties. Les paysans ont pris conscience de la nécessité de diversifier leurs cultures et par conséquent de se doter, malgré la faiblesse de leurs revenus, des moyens et des outils indispensables à cette fin : ouvrages hydrauliques, dispositifs d'arrosage, instruments aratoires.

Parallèlement, les autorités gouvernementales, tout comme les institutions dispensatrices d'aide, ont réalisé la vanité des grands projets coûteux, administrés depuis les centres urbains et souvent inadaptés aux besoins réels des gens.

C'est dans ce contexte que vient s'insérer le projet de coopération du BIT. Souplesse, opportunité, réalisme sont ses maître mots. «Ce que nous voulons, c'est nous adapter aux situations locales, répondre (grâce à une présence et une disponibilité constante de l'expert, ou mieux, de l'animateur), à des besoins précis de perfectionnement d'artisans déjà installés», explique M. Paolo Giglio, responsable de la mise en oeuvre du projet.

Une approche nouvelle

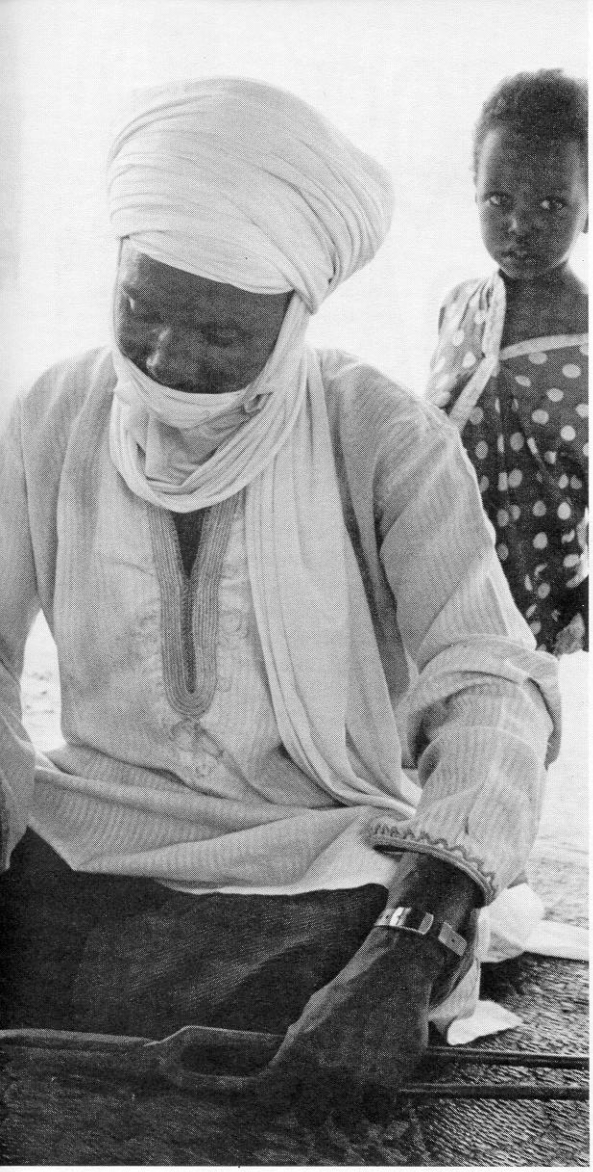
L'histoire d'Issifou, parmi bien d'autres, illustre l'intérêt de cette approche nouvelle. A vingt-cinq ans, avec son intelligence et sa dextérité, il est probable qu'il ne serait plus là, au coeur de son village, si le projet avait suivi la démarche traditionnelle en matière de formation : ouverture d'un centre, drainage des jeunes les plus doués des environs, prélude à un exode vers la ville, diplôme ou non en poche.

Or le voici au contraire, après avoir été formé par son père à la ferblanterie, au centre d'un réseau de services mutuels qui, progressivement, étendent et diversifient les compétences des artisans de la région, valorisant d'autant leurs indispensables prestations.

Grâce au projet, il pourra d'ici quelques semaines, bénéficier d'un court stage qui lui permettra d'apprendre à réparer, voire à fabriquer, des pompes à eau mises au point localement et adaptées au maraîchage. Dans l'autre sens, détenteur d'une technique encore peu répandue (la fabrication des arrosoirs), il pourra la transmettre à un artisan d'un village éloigné dont les habitants désirent, eux aussi, se lancer dans les cultures de contre-saison.

«Mon rôle, explique Jean-Louis Arrachart, l'animateur du projet à Dogondoutchi, n'est pas de chercher à implanter ici des techniques trop compliquées ou trop onéreuses. L'artisan (qui est d'ailleurs lui-même paysan) doit pouvoir fournir des services aussi diversifiés que possible, à des prix accessibles mais qui lui permettent néanmoins d'équilibrer son budget. Je m'efforce donc de donner, ici et là, le «coup de pouce» nécessaire à un progrès : un moyen de transport pour permettre un stage, un complément de matériel si nécessaire, un petit crédit pour l'achat de matières premières, quelques conseils de gestion.»

Gabriel Harkay, qui oeuvre dans le cadre du même projet à Say, une bourgade de la vallée du Niger à une soixantaine de kilomètres de Niamey, résume de son côté : «La difficulté est de faire passer l'économie villageoise d'une situation figée, où rien n'évolue à cause du manque de moyens financiers, à un stade où des techniques nouvelles ou améliorées sont proposées, reconnues utiles par le paysan et rendues concrètement disponibles grâce à des artisans eux-mêmes capables de gagner leur vie en exerçant leur métier.»



L'objectif du projet est d'intégrer la formation rurale à la vie paysanne. (À g.) Moussa, forgeron à Say, a appris à fabriquer des foyers améliorés. (À dr.) Issifou, ferblantier du village de Dogoudoutchi, met la dernière main à un arrosoir.

Ainsi le forgeron Moussa, formé à la fabrication des foyers améliorés, ne pourra continuer à rendre ce service que si, dans un premier temps, le projet lui facilite l'acquisition d'un outillage adapté et l'aide à se constituer une clientèle. Le garagiste Ali, qu'une première expérience de développement de son affaire avait conduit à la faillite, s'est vu redonner une deuxième chance par le projet du BIT. Doté d'un poste de soudure et d'un petit stock de matières premières, il s'est lancé dans la réparation des charrettes et de divers outils agricoles.

L'animateur lui a prodigué quelques notions élémentaires de gestion et l'a conseillé pour l'ouverture d'un compte de banque. Aussi, son chiffre d'affaires en constant progrès lui a permis de rembourser peu à peu sa dette envers le projet.

En moins d'un an, sur l'ensemble de la région couverte par le projet, quelque 180 artisans ont été visités par les experts et une cinquantaine d'actions de formation ont été menées à bien. M. Giglio envisage maintenant la mise en place d'un fonds de garantie (aidé financièrement au départ par le projet) qui permettrait aux artisans d'obtenir des prêts afin d'améliorer à l'avenir leur équipement et leur approvisionnement en matières premières.

Une collaboration se développe en outre avec d'autres actions poursuivant les mêmes objectifs, notamment un projet plus ancien localisé dans la ville de Tahoua, plus au Nord, qui met en oeuvre les mêmes principes de formation en s'appuyant sur les activités d'un atelier central de recherche et de fabrication de matériel agricole. Cette unité qui emploie au total quelque 80 salariés met au point et commercialise une large gamme de produits susceptibles d'être utilisés par les agriculteurs de la région, soit à titre individuel, soit collectivement : gabions (sortes de grillages) nécessaires à la création de digues pour retenir l'eau, pompes simples à fabriquer et à réparer, presses à briques, batteuses à mil et à sorgho, moulins à céréales, matériel aratoire ou charrettes.

«Grâce à des instructeurs formés à l'atelier, nous organisons, dans les villages, des stages de perfectionnement des artisans-forgerons», indique M. Walter Spettel, responsable de la mise en oeuvre du projet. «Nous leur permettons ainsi de satisfaire de nouveaux besoins : fabrication d'outils auparavant importés, de matériel de culture de contre-saison, de foyers améliorés. Depuis 1985, 24 forgerons de village ont été formés, dont certains ont décidé de travailler en commun, sous forme coopérative.»

M. Ziliotto, fonctionnaire du BIT initiateur de cette nouvelle approche de la formation en milieu rural, en résume ainsi la philosophie : «L'objectif et d'intégrer la formation rurale à la vie paysanne : l'enseignant classique est remplacé par un producteur qui catalyse les savoirs de tous dans l'action pratique; la salle de classe est remplacée par le champ et par l'atelier; tout le monde se forme pendant que tout le monde produit; la réalité du marché et des revenus détermine le degré de cohérence et d'intégration du système. L'assistance extérieure, amorce du mouvement, est d'abord un état d'esprit, une présence au sein de la population afin de mieux comprendre ses problèmes et de susciter, par le dialogue, la confiance des intéressés.»

Et M. Giglio, l'expert principal d'ajouter : «L'avenir d'un projet tel que le nôtre n'est pas de s'incruster, de durer. C'est de se terminer le plus rapidement possible, après avoir contribué à déclencher le processus conduisant à l'autosuffisance.» Ce qu'il ne dit pas, c'est qu'il faudrait multiplier par cent, par mille, de telles expériences pour que le Sahel rural puisse un jour s'en sortir. ■

Michel Fromont travaille au Bureau de l'information publique du Bureau international du travail (BIT), à Genève.